






Informations de base	
<b>2004/2190(INI)</b> INI - Procédure d'initiative	Procédure rejetée
La situation sociale dans l'Union européenne <b>Subject</b> 4 Cohésion économique, sociale et territoriale	

Acteurs principaux				
Parlement européen	<b>Commission au fond</b>		<b>Rapporteur(e)</b>	<b>Date de nomination</b>
	<b>EMPL</b> Emploi et affaires sociales		FIGUEIREDO Ilda (GUE/NGL)	20/09/2004
	<b>Commission pour avis</b>		<b>Rapporteur(e) pour avis</b>	<b>Date de nomination</b>
	<b>FEMM</b> Droits de la femme et égalité des genres		La commission a décidé de ne pas donner d'avis.	25/11/2004

Événements clés			
Date	Événement	Référence	Résumé
18/05/2004	Publication du document de base non-législatif	SEC(2004)0636 	Résumé
18/11/2004	Annonce en plénière de la saisine de la commission		
01/02/2005	Vote en commission		Résumé
09/02/2005	Dépôt du rapport de la commission	A6-0035/2005	
08/03/2005	Résultat du vote au parlement		
08/03/2005	Débat en plénière		
08/03/2005	Décision du Parlement		

Informations techniques	
<b>Référence de la procédure</b>	2004/2190(INI)
<b>Type de procédure</b>	INI - Procédure d'initiative
<b>Sous-type de procédure</b>	Rapport d'initiative

<b>Base juridique</b>	Règlement du Parlement EP 55
<b>État de la procédure</b>	Procédure rejetée
<b>Dossier de la commission</b>	EMPL/6/23990

<a href="#">Portail de documentation</a>				
<b>Parlement Européen</b>				
<b>Type de document</b>	<b>Commission</b>	<b>Référence</b>	<b>Date</b>	<b>Résumé</b>
Rapport déposé de la commission, lecture unique		<a href="#">A6-0035/2005</a>	09/02/2005	
<b>Commission Européenne</b>				
<b>Type de document</b>		<b>Référence</b>	<b>Date</b>	<b>Résumé</b>
Document de base non législatif		<a href="#">SEC(2004)0636</a> 	18/05/2004	<a href="#">Résumé</a>

## La situation sociale dans l'Union européenne

2004/2190(INI) - 18/05/2004 - Document de base non législatif

OBJECTIF : présentation du document de travail des services de la Commission sur la situation sociale dans l'Union européenne en 2004.

CONTENU : la situation sociale dans l'Union à 25 États membres, après l'adhésion de dix nouveaux pays avec des niveaux de développement très divers, implique que l'on accorde une attention accrue aux problèmes sociaux et de développement. Les principales constatations du rapport sont les suivantes :

1) Emploi, chômage et conditions de travail : les données récentes d'EUROSTAT démontrent qu'à la fin de l'année 2003, sur une population de près de 443 millions de personnes : 192,8 millions avaient un emploi, dont 43,6% étaient des femmes et 10,7% des jeunes entre 15 et 24 ans ; près de 161 millions étaient des travailleurs salariés, avec toutefois des pourcentages élevés de travail précaire et à temps partiel ; près de 62,9% de la population âgée entre 15 et 64 ans occupait un emploi, mais avec de grandes différences selon les pays de l'Union européenne ; 10,3% environ des personnes âgées entre 15 et 64 ans travaillaient à temps partiel.

L'emploi précaire est très élevé (12,9% d'emploi avec contrat à durée déterminée), en particulier en Pologne, au Portugal et en Espagne. La précarité du travail des femmes est préoccupante. Dans les emplois à temps plein, seulement 36,7% étaient des femmes et dans les emplois permanents seulement 38% étaient des femmes; enfin, 19,1 millions de personnes étaient au chômage, dont 51,3% étaient des femmes et 24,3% des jeunes.

Selon les données les plus récentes, le nombre de chômeurs s'élevait 19,3 millions au mois d'août 2004, soit un taux de 9%. Dans certains pays, les taux sont beaucoup plus élevés, en particulier en Pologne, avec 18,7%, en Slovaquie (15,7%), en Lituanie et en Espagne, avec chacun, 11%. Le taux de chômage moyen des femmes dans l'Union européenne à 25 atteint 10% et chez les jeunes de moins de 25 ans, il est de 18,1%.

2) Salaires et salaire minimum : des salaires minimums ont été définis dans 18 des 25 États membres (Belgique, République tchèque, Estonie, Grèce, Espagne, France, Irlande, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Hongrie, Malte, Pays-Bas, Pologne, Portugal, Slovaquie et Royaume-Uni). Les valeurs enregistrées au 1er janvier 2004 variaient entre 121 EUR de moyenne mensuelle en Lettonie, 498 EUR au Portugal et 1.403 EUR au Luxembourg. Le pourcentage de travailleurs à temps complet ayant un salaire minimum varie entre 0,8% en Espagne, 1,9% au Royaume-Uni, jusqu'à 14% en France, 15,1% au Luxembourg et 15,4% en Lituanie, couvrant, en général, un pourcentage plus élevé chez les femmes que chez les hommes. Les différences de rémunérations révèlent aussi qu'il y a toujours des discriminations entre les hommes et les femmes.

3) Revenus - PIB par habitant : selon EUROSTAT, les valeurs du PIB par habitant présentaient de grandes variations entre les pays en 2003. Ces données révèlent de grandes divergences de développement entre les différents États membres de l'Union européenne et démontrent que l'on est très loin de la cohésion économique et sociale prévue dans le Traité.

4) Pauvreté et exclusion sociale : en 2001, près de 15% de la population de l'Union européenne était en situation de risque de pauvreté, c'est-à-dire près de 70 millions de personnes, sachant qu'en Grèce et au Portugal, ce résultat atteignait 20% et en Irlande 21%. Les revenus qui servent de base au calcul de 60% de la moyenne nationale sont toutefois très différents pays par pays. De plus, la répartition de la protection sociale varie énormément selon les États membres et l'inégalité dans la répartition globale des revenus est également très élevée, que ce soit entre les groupes de population,

ou entre les pays. Le pourcentage de personnes qui vivent dans des ménages de chômeurs est très élevé (10% de la population entre 18 et 59 ans). Avec l'aggravation du chômage au cours des dernières années et la diminution des aides sociales dans certains États membres, la situation de pauvreté et d'exclusion sociale est probablement encore plus grave que ce que reflètent les statistiques.

5) Education : de récentes données démontrent que bien que la Commission ait souligné la nécessité d'accorder la priorité à la lutte contre l'abandon scolaire précoce et l'échec scolaire, la situation demeure grave dans plusieurs pays: en 2003, le taux d'abandon scolaire chez les jeunes entre 17 et 19 ans qui ne terminent pas l'enseignement secondaire, était de 48,2% à Malte, 41,1% au Portugal, 29,8% en Espagne. Entre-temps, en Slovaquie, en République tchèque et en Pologne, il oscillait entre 4,9% et 6,3%. De même, dans le domaine de la formation et de l'éducation tout au long de la vie, il y a de grandes divergences.